nant, nous entendons les protestations et les rationalisations après coup, et nous entendons des excuses pour ce vide qui ne semblait pas causer de problèmes lorsqu'il n'y avait personne pour diriger les affaires de la Compagnie.

Certains témoignages indiquent que le manque de direction au sommet a en partie contribué aux ennuis de la compagnie. Et ces témoignages ne proviennent pas toujours de députés ministériels ou de députés de l'opposition, mais plutôt de membres du conseil provisoire de la Compagnie et de l'un des directeurs, chargé, pour un an, d'administrer la compagnie. Il n'y aurait rien à retirer de positif d'un nouvel examen détaillé de ces témoignages, mais j'ai cru bon le rappeler pour faire le point, surtout que le ministre se lance dans des déclarations philosophiques sans préciser la véritable raison du débat d'aujourd'hui. Pour la trouver, il faut songer aux aveux, aux impairs et, peut-être, aux erreurs de jugement du passé.

Il ressort clairement des preuves fournies au comité que la Compagnie fonctionne sous la direction d'un conseil provisoire et a dépensé 7.2 millions de dollars pour 38 programmes en cours. Le ministre a parlé de participation de la jeunesse, et nous, de ce côté, en sommes tous partisans. Mais il nous faut aussi être réalistes. Comme depuis deux ou trois ans les journaux ont beaucoup critiqué les activités de la Compagnie, on oublie souvent combien de volontaires y ont œuvré. Le chiffre est quelque peu incertain, mais je pense qu'environ 350 volontaires, depuis trois ans, ont participé d'une façon suivie aux activités de la CJC.

● (3.50 p.m.)

A mon avis, cela prouve que la Compagnie a été mal conçue et mal orientée. Elle ne comptait que quelque 350 à 400 volontaires. Je reconnais avec le ministre que bien des projets au Canada demanderaient la participation des jeunes au niveau local. Cette compagnie, à laquelle le Parlement a consacré beaucoup de temps, et à laquelle on a consacré autant de temps, et d'espace dans les journaux et à la télévision, n'a su attirer que 350 à 400 volontaires depuis ses débuts, et a coûté 7.2 millions de dollars. Je sais qu'on a aussi mentionné le chiffre de 9.2 millions, mais peu importe le montant en cause; la direction doit admettre qu'elle n'a pas su orienter la compagnie.

Sans entrer dans les détails, j'aimerais lire quelques-unes des lacunes de la Compagnie d'après le comité parlementaire qui a fait enquête sur son activité trois semaines avant Noël. Le Comité a déposé son rapport le 5 décembre 1969; il fait maintenant partie des dossiers officiels de la Chambre. Mieux que ce

[M. Nowlan.]

que je pourrais dire, il montre que cette aventure merveilleuse a été lancée sur la mauvaise voie, a frappé des écueils où elle gît lamentablement aujourd'hui. Je cite le paragraphe intitulé: «*Lacunes au sein de la CJC*» du rapport du comité:

Nonobstant le fait que la Compagnie des jeunes Canadiens ait à son crédit quelques réalisations et réussites évidentes, le comité est très inquiet devant certains aspects de la structure législative, de l'organisation et du fonctionnement de la Compagnie.

Voici, plus précisément, les problèmes qui inquiètent le comité:

i. L'absence de règlement administratif qui entraîne une situation quasi-chaotique;

ii. Les procédures financières sont douteuses et non conventionnelles, c'est le moins qu'on puisse dire;

iii. On a déclaré devant le comité que s'étaient infiltrés dans la Compagnie, et surtout dans une région du pays, des individus qui ont utilisé le couvert de la Compagnie pour se livrer à la subversion, à la violence et à l'illégalité, activités qui échappaient apparemment au contrôle des administrateurs de la Compagnie. Il semble de plus que des deniers publics ont pu être subrepticement détournés au profit de ces activités;

iv. Il semble aussi qu'à certains moments et à certains endroits, des volontaires de la Compagnie, dans l'accomplissement de leur travail, aient ouvertement pris part à des activités de nature politique et partisane à l'encontre des objectifs et des meilleurs intérêts de la Compagnie;

v. Il a été prouvé au comité que le directeur exécutif de la Compagnie était en butte à de graves obstacles dans l'accomplissement de ses fonctions. Cet état de choses découle des facteurs suivants, entre autres:

a) Il n'existe aucune politique sur les qualités requises des volontaires, ni aucune définition de leur rôle et de leurs fonctions exactes;

b) Il n'existe aucune politique de recrutement des volontaires;

c) Il n'existe aucune politique de formation des volontaires;

d) Il n'existe aucune méthode d'appréciation du travail des volontaires et des membres du personnel;

e) Il n'existe aucune procédure adéquate de grief pour les volontaires ni pour les membres du personnel;

f) Il n'existe aucune politique sur la suspension ou le renvoi des membres du personnel, ni sur la suspension ou l'annulation des contrats des volontaires.

vi. La Compagnie n'a aucune politique d'étude, de sélection, d'évaluation, de modification et/ou d'interruption des programmes ou des projets.

Rarement, sinon jamais, un comité parlementaire a remis un rapport sur une institution du Parlement qui mentionnait des erreurs et des omissions aussi graves, et cela, non pas après que la Compagnie eût travaillé deux mois, six mois, un an ou deux ans. C'est après trois ans qu'on lance cette accusation. Quels peuvent être, pour l'opposition, les motifs d'espoir ou de consolation lorsqu'on lance ce genre d'accusation contre la Compagnie? Il y a trois ans que le gouvernement a sur elle des pouvoirs. Le gouverneur en conseil en avait également, bien qu'ils n'aient pas